

Grande-Bretagne, les États-Unis ont les administrations décentralisées d'un régime fédéral. L'administration française est, par essence, l'administration d'une dictature. En tout cas, elle l'a été et elle peut très aisément le redevenir. Elle a le dynamisme, la continuité, la discipline, la force d'une administration d'Empire. Elle donne souvent l'impression d'un encadrement militaire. Les visiteurs étrangers qui parcourent les couloirs de nos ministères sont extrêmement troublés quand ils voient les fonctionnaires se mettre au garde-à-vous les uns devant les autres et appeler leurs supérieurs hiérarchiques par leur titre, alors qu'en Angleterre les directeurs et leurs subordonnés prennent le thé ensemble et s'appellent par leurs prénoms. Ce n'est qu'une différence de mœurs, mais elle est très révélatrice. Ne nous dissimulons pas que cette armée de spécialistes — chacun avec une optique technique dont il finit par faire l'idéal de son existence — stimulée par les ordres impérieux qui viennent des centres de Paris et par une émulation soigneusement entretenue, conduirait infailliblement au triomphe de la doctrine « la fin justifie les moyens » s'il n'existait pas une contrepartie très puissante pour assurer le respect de la loi.

Aussi bien, chacun sait que ce problème du respect de la loi est plus grave en France qu'ailleurs. On a souvent prétendu que, par tempérament, les Français cherchent à violer la règle. D'une façon générale cette appréciation ne me paraît pas fondée. Les Français ont l'habitude d'obéir aux pouvoirs publics, lorsque ceux-ci formulent des ordres clairs assortis de sanctions mesurées. Quant aux ministres et aux parlementaires, qui sont juristes pour la plupart, ils éprouvent un respect naturel du texte écrit et de la procédure. Ceux qui, en France, seraient volontiers enclins à ne pas tenir compte de la loi — aussi paradoxal que cela puisse paraître — ce sont les fonctionnaires. Ils ont bonne conscience car leur action est désintéressée. Ils n'ont pas peur du gendarme car ils commandent les gendarmes. Ils n'ont pas l'idolâtrie des textes car ce sont eux qui préparent les textes et qui les modifient. Et ils ont assez de dynamisme pour vouloir foncer en avant et détruire les obstacles qui s'opposent à l'achèvement de leur tâche particulière. Il y a ceux qui veulent faire des écoles, il y a ceux qui veulent faire des routes, il y a ceux qui veulent construire des navires, des

écoles toujours plus spacieuses, des routes toujours plus larges, des navires toujours plus luxueux. Cette poussée des techniciens, formidablement accrue par les progrès même des techniques et par l'intervention de la puissance publique dans tous les domaines de l'économie, aurait depuis très longtemps fait sauter notre régime si un siècle et demi d'expérience démocratique n'avait institué trois sérieux contrepoids :

D'une part, la présence à la tête des grandes administrations de Ministres, c'est-à-dire de personnes *qui ne sont pas et qui n'ont pas le temps de devenir des fonctionnaires* ; c'est une considération qu'il ne faut pas oublier quand on veut juger les faiblesses du régime politique de la France. Un Gouvernement de quelques mois est un Gouvernement faible parce qu'il n'a pas le temps d'agir, mais un Gouvernement qui resterait pendant plus de trois ou quatre ans à la tête de l'administration française serait un Gouvernement de fonctionnaires et risquerait fort de devenir un Gouvernement de dictature.

D'autre part, de *grandes institutions indépendantes* telles que le Conseil d'État et la Cour des Comptes, qui ont cherché leur inspiration et trouvé leur raison d'existence au cours d'un siècle d'effort en faveur de la légalité.

Enfin, la concentration du pouvoir financier *entre des milliers de comptables* répartis dans toute la France et qui risquent d'être personnellement ruinés s'ils ne disent pas chaque fois qu'il faut le dire : « Vous n'appliquez plus les règles du jeu. Nous n'exécutons plus vos ordres. »